

**16 Provinces**

**Ngounié/Département de Mougala/Guiétsou/Infrastructures routières/Pont sur la rivière "Missoundoula"**

**Le danger à portée de main**



Un trou au-dessus de la rivière Missoundoula.



Le pont vu de dessous.



Pour traverser, quelques téméraires essaient de colmater les brèches, à leurs risques et périls.

Photo : K.A.D

Photo : K.A.D

Photo : K.A.D

**K.A.D**  
Guiétsou/Gabon

LE pont en bois de plus de 40 ans, sur la rivière "Missoundoula", situé entre les villages Imanga et Nyanga, en allant vers la commune de Guiétsou, au sud de la province de la Ngounié, est devenu une grande menace pour les véhicules. Un gros trou s'est formé en son milieu, et le risque de voir la circulation se couper à tout moment à cet endroit est grand. Les longrines et autres matériaux composant cette in-

frastructure ne supportent plus le poids des véhicules, surtout les poids lourds. Construit vers 1960 par la Société nationale du Gabon (Song Koumbanou), exploitant le bois dans le département de la Mougala, ce pont montre donc aujourd'hui des signes d'avarie. Comme le sont d'ailleurs la plupart de ces ouvrages présents sur l'axe routier Mouila-Guiétsou. En son temps, le forestier européen Breutodo procédait de temps en temps à l'ensoleillement de sa route tout en réhabilitant les ponts. Sauf que la

fermeture du chantier, vers 1979, outre qu'elle s'est traduite par la mise au chômage des employés, mais elle a également entraîné la détérioration de cette voie de communication. Surtout que les services des Travaux publics n'interviennent que si peu, faute de budgets conséquents pour l'entretien de ces infrastructures. "A chaque fois qu'un véhicule doit passer sur le pont "Missoundoula", le chauffeur descend pour ajuster les planches ou se fait guider par les passagers pour éviter de se retrouver

en contre-bas, à défaut de rebroussement", a expliqué un usager habitué de cet axe. "Les poids lourds peuvent passer ailleurs, par la route des grumiers de la société Cora-Wood, par Idemba [regroupement de villages dans le canton haute Mougala, ndr], pourvu qu'ils aient l'autorisation de circuler pour que l'on lève le barrage", a-t-il poursuivi, avant de préciser: "Si rien n'est fait d'ici là, avec l'arrivée des pluies, le pont cédera ou il y aura des accidents et la route sera coupée de la circulation". Cette interpellation adressée

aux pouvoirs publics est d'autant plus à prendre au sérieux qu'à partir des mois de septembre et octobre, cette voie sera très sollicitée pour les besoins de la campagne électorale et du scrutin couplé (législatives et locales) prévus pour très bientôt. Il convient de souligner que les populations n'ont de cesse de poser à leurs élus locaux et nationaux, ainsi qu'aux responsables administratifs, le sempiternel problème de cette route. Mais jusque-là, les solutions trouvées peinent à soulager durablement les riverains,

qui se disent alors "marginalisés". Du coup, le hameau de Guiétsou se considère plutôt comme un enfant abandonné ou un orphelin. "Comment la multitude de candidats, ici, fera-t-elle pour battre la campagne si ce pont n'est pas réhabilité?", se demande-t-on ici. Mais il y a plus intéressant: "Quels arguments de campagne va-t-on développer pour amener les populations à choisir le meilleur "cheval", le plus objectivement possible?", tant ce département a quasiment gardé sa même physiologie des décennies durant.

**Estuaire/Département du Komo-Mondah/Ntoum/Vie des partis politiques**

**L'UJPDG en campagne explicative sur les mesures d'austérité**



Les membres de l'UJPDG locale à la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement de Ntoum.



Marc Ebè Ntoutoume s'adressant aux caravaniers.



La population a apprécié l'initiative.

Photo : LBON

Photo : LBON

Photo : LBON

**LBON**  
Libreville/Gabon

L'ANTENNE locale de l'Union des jeunes du Parti démocratique gabonais (UJPDG) du premier arrondissement de Ntoum a effectué sa rentrée politique, le week-end dernier, avec l'organisation d'une caravane explicative des mesures d'austérité prises dernièrement par le gouvernement. L'entame de cette série de manifestations a eu lieu à la salle des réunions de la mairie, qui a abrité l'assemblée générale de cet organisme. Cette première phase, marquée par la rencontre entre jeunes militants et sympathisants locaux du parti au pouvoir, a connu une forte

mobilisation. Outre le mot de bienvenue lu par le délégué fédéral, Fred Ndzingo, qui a planté le décor de ces retrouvailles, il y a eu les interventions de deux membres du Conseil national, Camélia Ntoutoume Leclerc et Marc Ebè Ntoutoume. Auxquelles se sont ajoutées celles de Williams Emeline Ondo et Hugues Massandé, tous deux délégués fédéraux. La suite du périple a été réservée à la caravane explicative sur les mesures d'austérité prises par le gouvernement, sous l'impulsion du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, visant la réduction du train de vie de l'Etat. Ainsi, d'Okolassi au petit marché de Ntoum-Rails, en passant par les quartiers Soleil, Dame-Oyem et Meyang, le discours était partout le même.



Le public attentif au message apporté par les jeunes du PDG.

Photo : LBON

Et Camélia Ntoutoume Leclerc de déclarer: « Le distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, est un homme d'Etat pragmatique qui pense au bien-être des Gabonais et aux générations futures. Ces

mesures courageuses visent l'assainissement des finances publiques, la relance de notre économie et la réduction du train de vie de l'Etat. Les économies réalisées permettront de rembourser notre dette,

d'augmenter le budget d'investissement et d'améliorer notre modèle social ». Selon Marc Ebè Ntoutoume, dont l'intervention a porté sur l'impact social des dites mesures, tout en faisant la genèse de cette crise qui est mondiale du fait de la chute du prix du baril de pétrole, à terme, l'Etat va engranger une économie de l'ordre de 140 milliards de francs d'ici l'an 2020. « Cet argent va servir à financer les mesures sociales annoncées par le président de la République. Notamment: la gratuité des frais d'accouchements; la réhabilitation et la fourniture en équipements des établissements scolaires (671 écoles bénéficiaires); la fourniture des tables-bancs; l'installation des lampadaires photovoltaïques dans les zones rurales (Akanda); l'installa-

tion de l'hydraulique villageoise (925 villages); le financement du Fonds d'initiative départementale (Fid); le paiement de la dette intérieure et extérieure; les écoles, les routes, etc. ». L'initiative de l'UJPDG de Ntoum, de par la pertinence des sujets débattus, ainsi que la mobilisation observée, a été saluée par les riverains qui ont d'ailleurs souhaité sa régularité. D'autant que lors de ces causeries qui se voulaient interactives, les jeunes ont posé des questions auxquelles d'autres intervenants ont eu plaisir à répondre. Par ailleurs, les délégués UJPDG de Ntoum n'ont pas manqué d'exprimer leur gratitude à l'endroit du membre du bureau politique, Julien Nkoghe Bekale, sans qui cette sortie n'aurait pu voir le jour.